

Avant-propos

La crise de la pandémie de la Covid-19 a été une crise sanitaire et sociale, ainsi qu'un moment de grande tension médiatique et scientifique. Le temps médiatique a été à la fois contracté et dilaté à l'extrême. Les médias ont traité au jour le jour d'un phénomène en constante mutation, inconnu, à l'évolution difficilement prédictible, mais aux conséquences immédiates. Cette contraction du temps de traitement des nouvelles liées à la Covid-19 a fortement perturbé les circuits classiques du traitement de l'information. Qui solliciter ? Qui croire ? Qui inviter et interviewer ? Dès le XVIII^e siècle, le *Dictionnaire de l'Académie* précise qu'une nouvelle est le « premier avis qu'on reçoit d'une chose arrivée récemment » (1762). Cela met l'accent sur la fraîcheur de la nouvelle – que la course aux scoops que se livrent les journalistes ne démentira pas –, tout en rappelant qu'elle est mise en forme. Cet avis est celui des journalistes tant par leur choix de mettre en valeur tel aspect plutôt qu'un autre, en somme par l'éditorialisation de l'événement, que par celui des invités qu'ils sollicitent. La dilatation à l'extrême de l'événement, qui a fait la une de la plupart des journaux *mainstream* pendant de nombreux mois, a contraint les médias à chercher des angles novateurs, à trouver des mises en récit qui puissent susciter l'intérêt des publics, tout en faisant de façon routinière le décompte journalier des morts et des malades hospitalisés. Ces mises en récit ont eu besoin de s'incarner, pour qu'elles prennent corps et substance dans l'opinion, et ce, d'autant plus pour les médias d'information continue. Il fallait donc trouver de « bons clients », au sens le plus spectaculaire du terme. Dans un contexte de pandémie, le réflexe journalistique, assez compréhensible, a été de se tourner prioritairement, mais non exclusivement, vers les médecins et les scientifiques. Or, le temps de la recherche scientifique se conjugue difficilement avec un présent de l'instantanéité, ou pire, du futur proche.

Le deuxième aspect saillant du traitement médiatique de la pandémie pose la question de la définition de l'expertise. Qu'est-ce qu'un expert ? Usuellement, il désigne celui qui soit a acquis une habileté spécifique par une grande expérience d'un métier, soit peut appliquer une logique vérificatoire sur un domaine spécifique par des connaissances approfondies (Corroy et Larguier à paraître). « L'affirmation de la qualité de l'expert, propre à chaque contexte, fait jouer l'expérience acquise, la reconnaissance institutionnelle, le rapport au pouvoir politique, la maîtrise des savoirs ou, encore, la revendication d'une proximité avec le "monde indigène" observé », rappelle Isabelle Backouche (2008, p. 2).

Le volume informationnel à traiter au cours de la pandémie apparaît comme le troisième élément majeur de cette crise. La tension paradoxale entre un manque d'information qui a conduit à de la désinformation et à une surinformation, à une « infobésité », est à relever : Internet en a été largement moteur dans les deux cas.

Depuis le Web 2.0, les questions de santé publique sont largement investies et commentées sur la toile, en particulier sur les réseaux sociaux (Smallman 2015), avec une multiplicité d'acteurs (médecins, patients, aidants, influenceurs, etc.). Un paradoxe apparaît entre la croissance de la consommation de l'information à travers les médias numériques et la mise en question de la qualité de l'information qui y est diffusée. Les réseaux sociaux souffrent d'un déficit de confiance auprès des publics concernant les contenus publiés, alors même qu'ils sont de plus en plus lus et commentés au détriment de la presse écrite.

La crise sanitaire de la Covid-19 ne fait pas exception. Bien qu'il soit crucial de veiller à « la divulgation d'une information de qualité, crédible, objective, validée scientifiquement » dans une telle situation (Caron-Bouchard et Noiseux 2010, p. 360), le Net a été massivement consulté. Pour Hélène Romeyer, le contexte s'est révélé particulièrement favorable pour la désinformation et les rumeurs, car impliquant un nouveau virus au comportement difficile à appréhender, provenant d'une Chine peu encline à adopter une communication transparente, mais dont les habitants ont une pratique intense des réseaux sociaux. Comme le souligne François Allard-Huver, la crise de la Covid-19 s'est distinguée des autres crises sanitaires en raison de « l'ampleur de la couverture médiatique dont elle a fait l'objet » (Devars 2022, p. 102).

À cette occasion, discours institutionnels, discours d'experts scientifiques et/ou d'acteurs de terrain, témoignages et prises de parole d'inconnus intervenant dans la sphère médiatique à titre personnel se sont enchaînés à un rythme effréné, orchestrant une réelle « cacophonie communicationnelle » (Viallon *et al.* 2021, p. 10), au sein de laquelle imprécisions, erreurs, discordances, contradictions ou oppositions ont pu résonner, empêchant les différentes formes d'expertises mobilisables de trouver écho et de s'imposer.

L'expertise dans les médias pose donc question, sur le statut des experts, le travail journalistique, la manière dont les journalistes les sollicitent et les façons dont les publics comprennent leurs interventions. Cet ouvrage entend, par des analyses tant de ce qui s'est déroulé en France qu'à l'international, les étudier.

L'expert scientifique surexposé

Qui peut être qualifié d'expert dans une situation pandémique inédite où le quotidien est profondément bouleversé et les repères communicationnels largement modifiés ? La crise sanitaire a ouvert largement l'espace public médiatique à une grande variété d'expertises. Le champ médical a particulièrement été sollicité, certains médecins ayant investi pendant toute la durée de la crise sanitaire les plateaux de télévision et les émissions de radio, enchaînant des prises de parole régulières, parfois sur des chaînes concurrentes. Inconnus du grand public avant cet épisode, ils sont devenus des visages familiers en quelques semaines. Comme l'indique un article journalistique intitulé « Coronavirus : qui sont les "experts" qui nous parlent tous les jours dans les médias ? »¹, publié sur le site internet de *France Info*, plus d'une quinzaine d'experts en santé ont pris la parole régulièrement dans les médias : Didier Raoult (directeur de l'institut Méditerranée Infection à l'époque), Djillali Annane (chef du service de médecine intensive et réanimation de l'hôpital Raymond-Poincaré (AP-HP) de Garches), Jean-Paul Hamon (médecin généraliste à Clamart), Karine Lacombe (cheffe du service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Saint-Antoine), pour n'en citer que quelques-uns.

Si l'ethos professionnel de ces personnalités a joué, leur manière de s'adresser aux médias aussi, avec parfois des risques de dérive (Coste *et al.* 2020) auprès de publics peu au fait du fonctionnement des travaux scientifiques (Péretz *et al.* 2021).

Dans un moment d'incertitude exacerbé, la tentation de transformer les scientifiques en prophètes a été soulignée. Certaines personnalités, plus affirmées que d'autres n'ont-elles pas été alors saisies d'ultracréditarisme, en s'exprimant en dehors de leur champ de spécialité avérée, pressées par les médias de se prononcer ? N'ont-elles pas accepté de s'exprimer publiquement sur des sujets les exposant à un conflit d'intérêts ? Auraient-elles été tentées d'utiliser des arguments d'autorité pour justifier des positions scientifiques fragiles ? Enfin, si les journalistes se servent des experts comme caution à leurs écrits, ces derniers n'ont-ils pas parfois instrumentalisé à des

1. Parrot C. (2020). Coronavirus : qui sont les « experts » qui nous parlent tous les jours dans les médias ? *France Info*. 19 août. [En ligne]. Disponible à l'adresse : http://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-qui-son-les-experts-qui-nous-parlent-tous-les-jours-dans-les-medias_4071553.html.

fins égotiques les médias ? On aurait tort de penser que les effets de ce type de comportement sont anecdotiques ou prêtent seulement à sourire. Les avis personnels livrés sans précaution aux publics, et sans être présentés comme tels, peuvent être assimilés à un manquement éthique et peuvent faciliter une adhésion dénuée de toute analyse critique (Villain 2020). Comme le souligne Gardère, « la question de la confiance dans les autorités est à nouer et à développer pour que la parole scientifique et publique puisse avoir leur place efficace et regagner la confiance de l'agora dans le respect des principes démocratiques de la liberté d'expression » (Gardère 2021, p. 199).

En déplaçant le langage de la connaissance vers celui de la croyance, en mettant la lumière sur des personnalités plutôt que sur la qualité intrinsèque de leurs interventions, trois types de biais apparaissent :

- celui connu sous le nom d'effet Dunning-Kruger (Kruger et Dunning 1999), qui engendre chez les personnes les moins compétentes une surestimation de leur compétence (Sellal *et al.* 2021) et une incapacité à reconnaître leurs limites (Tarquinio *et al.* 2021) ;

- le deuxième consiste à penser que toutes les sources se valent, qu'elles soient issues du monde académique ou non. Ce biais est renforcé par l'horizontalité de certains médias. Internet, par sa viralité, sa vitesse de propagation et sa capacité à valoriser les points de vue extrêmes (Lucbert 2019 ; Corroy et Jehel 2020), fait le lit de discours complotistes qui peuvent devenir extrêmement populaires ;

- le troisième appelé *framing effect* ou effet de cadrage (Kahneman et Tversky 1981) montre que le contenu de la communication et la manière dont elle est formulée peuvent influencer les opinions des récepteurs des messages. « La présence d'effets de cadrage oblige à reconnaître la dualité des niveaux : individuel (ou micro) ou collectif (ou macro) » (Déchaux 2010, p. 732).

La dérégulation de l'expertise

La période de dérégulation des circuits informationnels et les confinements successifs ont contribué à faire le lit des *fake news*. Celles-ci se caractérisent par le fait que leurs auteurs sont conscients de leur caractère erroné. Ceux qui les diffusent peuvent soit adhérer aux contenus de bonne foi ou par manque éthique, ne cherchant pas à vérifier sérieusement leurs sources (Allard-Huver 2023). Pour Louise Merzeau, « tout régime de vérité implique un système de falsification en miroir, qu'on peut interpréter comme l'expression simultanée de son autorité et de ses dérèglements plus ou moins intentionnels. Mensonge stratégique, "délire populaire" ou intoxication subversive, les trois modalités de fausseté ne se confondent pas, mais elles vont toujours de pair : la propagande étatique a besoin du relais actif de l'opinion, le complotisme emprunte

en les retournant les canaux médiatiques, la rumeur est instrumentalisée par les jeux de pouvoir ». Les désordres informationnels incitent certains chercheurs à poser la question d'un « label particulier, à l'image de la certification HON (*Health on the Net*) pour l'information santé véhiculée sur le Web » (Chevrel et Eveillard 2021, p. 10).

Sur Internet, les contraintes algorithmiques qui biaisent les représentations, l'accès à l'information, tout comme la capacité à discuter et à mettre en question dans l'imédiateté les décisions politiques dans des agoras très différentes, ont été saillantes pendant la pandémie (Monnier 2020). La verticalité des régimes de vérité n'est pas sans faille, lorsque le politique impose une version des faits démentie ensuite. En France, une première séquence de communication insistant sur le pouvoir dérisoire des masques a contribué à discréditer les messages institutionnels.

À la « désinfodémie » – mot-valise issu des termes « désinformation » et « pandémies », des informations partiellement ou totalement fausses ayant largement circulé (Berriche 2021) – s'est ajouté de façon frontalement contradictoire un excès d'informations et de données. Le néologisme « infodémie » qualifie cette abondance excessive d'informations tous supports de communication confondus. Cette dernière est d'autant plus dangereuse qu'elle peut entrer en conflit avec d'autres discours portés par des instances officielles. Elle est accusée « de saper la riposte de santé publique et de promouvoir les objectifs différents de certains groupes ou individus »² et de générer des freins et des perturbations dans la recherche de solutions à la pandémie.

La dérégulation de l'expertise dans les médias a été accentuée par trois mécanismes distincts :

- le premier est lié à un phénomène déjà observé depuis plusieurs décennies : la prévalence de l'expertise scientifique dans l'espace public de plus en plus mise en concurrence avec d'autres expertises (Marc Luyckx 2002) ;

- le deuxième se manifeste par les dissensions entre experts académiques. La nature de leur expertise a parfois été incomprise, les experts n'ayant pas pris la parole d'une seule voix : les controverses et les débats nécessaires aux avancées scientifiques, déplacés sur la scène médiatique, ont conduit à un langage contre-performatif (Jaubert et Dolbeau-Bandin 2020) ;

- le troisième mécanisme, davantage qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni, la parole scientifique, dans le contexte français, instrumentalisée par le politique pour légitimer ses prises de décision, est apparue particulièrement démonétisée : « La confiance placée dans les sources d'information sur la situation sanitaire passe de 91 %

2. Déclaration conjointe de l'OMS, des Nations unies, de l'UNICEF, du PNUD, de l'UNESCO, de l'ONUSIDA, de l'UIT, de l'initiative Global Pulse et de la FICR, OMS 2020.

s'il s'agit de médecins à 68 % si ce sont des experts scientifiques, et à 42 % s'il s'agit du seul gouvernement. » (Rouban 2022).

Plusieurs phénomènes concomitants comme de plus larges accès aux plateaux de télévision et aux antennes de radio ou encore la prise de parole incontrôlée sur les réseaux sociaux ont donc contribué à rendre opaques les frontières de l'expertise, comme si la crise sanitaire avait fait imploser le nombre d'acteurs de l'expertise en santé. Le monde compterait-il soudainement de plus en plus d'experts ? Ou tout simplement, sur un sujet de santé publique, chacun serait-il tenté de coiffer une casquette d'expert et ainsi de prendre part aux discours dans les médias en brandissant un champ d'expertise plus ou moins attesté qui faciliterait la confusion de genres entre expertise profane et expertise scientifique ? Cet ouvrage propose, par des focales, de proposer au lecteur des pistes de réflexion et des éléments de réponse.

Le travail d'Anne-Coralie Bonnaire analyse la prise de parole, dans les médias au fur et à mesure de l'évolution de la première année de la pandémie de la Covid-19, des chercheurs³ en sciences humaines et sociales, désignées comme un ensemble de disciplines scientifiques analysant les conséquences de cette épidémie sur le quotidien des personnes et de la société qui les entoure. Son étude s'appuie sur les principaux résultats obtenus lors d'une recherche copilotée en 2020-2021 pour le CNRS et la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Sarclay. L'étude quantitative de textes proposés par ces chercheurs dans trois journaux de presse quotidienne nationale et de deux médias souligne combien la place de ces chercheurs y est conséquente et leur rôle particulier. Tour à tour dénonciateurs, lanceurs d'alerte, descripteurs face à la situation épidémique du moment, ils intéressent davantage les médias pour leur capacité à décrire et à commenter une situation inédite qu'à témoigner d'une expertise assise sur une littérature et une démarche scientifiques solides et rigoureuses témoignant de la qualité de leur posture de chercheur. L'immédiateté des prises de parole sur la situation pandémique laisse davantage libre cours à l'instantanéité et à la spontanéité du discours qu'à une réelle réflexion, éloignant les chercheurs en sciences humaines et sociales d'une posture d'expert dans les médias. Leur éloquence prend le pas sur les connaissances et les compétences acquises par leurs expériences, les éloignant des fondamentaux de leur métier.

La figure de l'expert n'est pas une donnée *a priori*, elle se construit par un processus de légitimation qui emprunte des modalités particulières dans le monde médiatique. L'expertise d'un acteur peut notamment s'affirmer à travers la construction

3. Le genre masculin a été utilisé dans le seul but d'alléger le texte, et ce, sans préjudice pour la forme féminine.

d'un *ethos* éditorial sur les médias sociaux numériques, et l'entretien d'une relation de confiance entre l'expert, ici en santé, et les internautes en demande de connaissances.

Le travail de suivi sur plusieurs mois de l'évolution du compte Twitter d'un médecin urgentiste, avant et après le surgissement de la pandémie de Covid-19 en France mené par Stéphane Dufour, François-Xavier Moronval et Pénélope Selhausen-Kosinski conduit à plusieurs constats. D'une part, l'expertise, institutionnelle, profane ou expérimentielle, n'est pas nécessairement revendiquée. Il semble que l'absence même d'une autoratification de l'expertise par le médecin, son désengagement polémique et une « épistémologie du témoignage » (Vorms 2015) concourent à sa reconnaissance. D'autre part, si les médias TV ou radio ont pu valoriser une expertise institutionnelle ratifiée *a priori* et fondée sur la réputation scientifique, les réseaux sociaux numériques se révèlent particulièrement adaptés à l'émergence d'une expertise de proximité, interactive, fondée sur l'expérience d'une pratique. Cela résulte de la relation interpersonnelle régulière et intime, mêlant considérations professionnelles et familiales de l'expert, permise par les configurations spécifiques de ces plateformes. Bien que singulier, ce cas est loin d'être unique au regard du nombre de médecins ayant investi les réseaux sociaux numériques durant la pandémie de Covid-19.

Le besoin d'incarner l'expertise est d'autant plus vif en période de vive incertitude informationnelle : la crise sanitaire de la Covid-19 a ainsi fait émerger des figures médiatiques. La France ne fait pas exception, mais elle a la particularité d'avoir encensé puis vivement critiqué un expert issu du monde académique, le professeur Didier Raoult. Deux chapitres de cet ouvrage sont légitimement consacrés à sa trajectoire médiatique, tant celle-ci a marqué les esprits et radicalisé les points de vue. Invité à de nombreuses reprises par les médias, lui-même alimentant régulièrement de contenus les réseaux sociaux, il incarne un clivage étonnant qu'il a contribué à fabriquer. Il rappelle régulièrement qu'il n'est pas parisien, qu'il est opposé, après l'avoir quitté, aux directives du Conseil scientifique consulté par Emmanuel Macron. Ce positionnement est surprenant quand on regarde qu'il ne pouvait prévoir sa propre trajectoire académique jusqu'alors, étant le directeur de l'institut Méditerranée Infection, professeur des universités, lauréat du grand prix de l'INSERM en 2010 et reconnu à l'international. Pour mieux comprendre le personnage médiatique et sa rhétorique, Sophie Jehel analyse trois longs entretiens réalisés par la chaîne de télévision française d'information en continu BFMTV, qui fut la plus consultée pendant la pandémie.

Les journalistes rencontrent bien des difficultés à questionner le professeur Raoult sur ses méthodes, bien que celui ait proposé, voire imposé, un protocole de soins non homologué hors de tout contrôle scientifique habituel qui fut l'objet de nombreuses critiques par ses pairs. Le recours à une posture d'autorité et l'intimidation semblent

avoir été particulièrement efficaces vis-à-vis des journalistes, tout comme la menace de quitter le plateau.

Devenu un habitué des interviews, alors qu'il était inconnu du grand public quelques mois plus tôt, le professeur Raoult a fasciné autant qu'il a inquiété.

En analysant quatre titres de presse écrite nationale *via* le logiciel libre IRaMuTeQ sur la période 2019-2021, Mathias Valex et Eva-Marie Goepfert interrogent la manière dont les représentations médiatiques hétérogènes se structurent par des croyances et des conflits. L'évolution de l'identité narrative du chercheur se déploie en une large palette allant de l'incarnation du scientifique s'appuyant sur son travail de recherche, attestant d'une accumulation de connaissances mises au service du terrain sur lequel des espoirs de traitement médicamenteux du virus ont pesé, à celui de polémiste s'exprimant sur des sujets pouvant s'éloigner de la pandémie. Raillé, dénoncé, contesté, le professeur Raoult a pourtant bénéficié d'une notoriété et d'une caution populaire très importantes, convoquées à de nombreuses occasions. Les publics opposés à la vaccination, et/ou contre le passe sanitaire, ont eu l'impression de trouver une caution scientifique irréfragable. Son empreinte médiatique interroge sur le vide du récit médiatique multipliant les incarnations prétextes marquées par le conflit autant que la croyance.

Les périodes de crise bouleversent les circuits traditionnels d'information et permettent de mettre en scène une expertise dissidente, à laquelle les médias ont du mal à résister, tant peut-être par un manque de connaissances scientifiques des sujets abordés que par la tentation mercantile de faire le buzz avec un « bon client », dont les propos seront repris et commentés.

Loin de faire systématiquement émerger de l'ombre des experts, les médias traditionnels, dont la télévision, se sont régulièrement appuyés sur des figures d'experts connues du grand public pour aborder les questions de santé dans ce contexte pandémique inédit à plus d'un titre. Le recours à des animateurs vedettes a permis à certaines chaînes de télévision de profiter du capital sympathie de ces derniers dont le visage et l'approche communicationnelle familiers facilitent l'instauration d'un climat rassurant empreint de confiance entre l'animateur et le téléspectateur. Le chapitre de Joa Neves étudie la façon dont France Télévisions, chaîne du service public, a rempli sa mission d'information sur la santé durant les premiers mois de la pandémie de Covid-19. Son analyse porte sur deux personnalités chargées de cette mission, un présentateur et une présentatrice, tous deux diplômés en médecine : Michel Cymes et Marina Carrère d'Encausse. Présents à l'antenne de cette chaîne depuis les années 1990, ils ont une expérience incontestée dans l'animation d'émissions de santé. Dans cette période incertaine et troublée de la Covid-19 où l'expertise scientifique a

été surexposée et largement discutée, France Télévisions a mis sur ce binôme, connu du grand public et dont les deux protagonistes se connaissent parfaitement après avoir coanimé *Le Magazine de la santé* sur France 5 pendant dix-huit ans. À partir d'un corpus d'articles de presse et d'émissions télévisées, Joa Neves identifie deux stratégies différentes pour répondre à l'incertitude et à la désorientation des Français : une approche paternaliste, adossée à l'autorité d'une personnalité forte, et une approche plus scolaire, qui communique des informations les plus complètes et neutres possible. En mettant en lien ces stratégies discursives complémentaires avec la ligne éditoriale de la chaîne sur laquelle elles sont diffusées, ainsi qu'avec le genre des deux personnes qui les incarnent, ce-travail permet de dégager les « personas » partiels de ces deux animateurs.

La médiatisation des expertises scientifiques en Allemagne est interrogée par Carsten Wilhelm. Celui-ci présente à un public francophone des modèles allemands d'expertise scientifique et certains de ses protagonistes lors de la pandémie de Sars-Cov-2. Il montre que l'heuristique de la comparaison est pertinente dans un contexte de crise, qu'elle soit sanitaire ou non, surtout lorsqu'elle est médiatisée sur fond d'organisation sociale structurée par des visions spécifiques de l'expertise. La situation sociale inédite se caractérise par l'urgence et l'ampleur de l'adoption rapide de solutions d'ordre public et sanitaire. Elle nous invite à questionner la multidimensionnalité et la plasticité de la conception de l'expertise comme conseil politique irremplaçable, à la fois apport décisionnel et légitimant, tout en produisant des figures médiatiques de questions socialement vives. Au fil des pages, il apparaît clairement que non seulement les experts en santé jouent un rôle de médiation dans ces débats sociaux, qu'ils et elles sont au cœur de controverses qui dépassent le champ de la santé, mais que ces controverses permettent également d'illustrer les intrications entre politiques, médias et experts, la composition des systèmes politiques respectifs et le fonctionnement de l'espace public dans chaque pays dans une visée comparative. Il semble donc nécessaire de dessiner d'abord l'évolution du concept d'expertise en politique et son développement en Allemagne, avant d'esquisser les potentialités d'une comparaison, notamment en sciences de l'information et de la communication, qui tienne compte de la complexité de la profondeur des mondes sociaux.

La crise sanitaire que nous venons de connaître a posé d'importants enjeux relatifs à l'information scientifique, notamment *via* la médiatisation de l'expertise. L'analyse en réception de l'information en santé en France et en Allemagne auprès d'étudiants montre tout à la fois des ressemblances et des divergences tant dans le traitement des actualités que de leur accueil par les publics, réception qui n'est pas sans lien avec leurs représentations préalables des journalistes. En France, le taux de défiance vis-à-vis des médias est bien supérieur à celui de l'Allemagne. Les entretiens menés par Sabine Bosler ont montré que, dans ce contexte, les étudiants ont perçu l'information

à la fois comme anxiogène et lassante. La recherche du sensationnel et l'intolérance à l'incertitude sont critiquées dans les deux cas ; les répondants allemands soulignent une polarisation entre experts très médiatisés, tandis que les figures de l'expertise sont peu identifiées chez les répondants français. Cette conception de l'expert est « volatile », selon la chercheuse. Pour certains étudiants français, l'expertise a été mise au service de la logique médiatique et politique, au détriment de la logique scientifique, causant un certain dévoiement du terme « expert » ; et parallèlement, l'expertise a pâti de certaines décisions controversées, comme le port du masque, qui ont durablement ébranlé la confiance.

Globalement, les personnes interrogées lors des *focus groups* sont d'accord sur un point : il faut éduquer davantage le grand public, mais aussi le milieu du journalisme, aux enjeux des méthodes scientifiques. Cela permettrait d'équilibrer les logiques médiatiques et scientifiques, de sortir du « culte de la personnalité » évoqué au sujet de certains experts, et de leur offrir le droit de ne pas savoir sans craindre d'être ostracisé. Les étudiants interrogés évoquent le besoin de connaître le fonctionnement de la recherche scientifique, le principe de réfutabilité, la dimension collective de l'entreprise. Pour elles et eux, la manière dont les experts sont actuellement médiatisés ne contribue pas à augmenter la confiance dans l'information scientifique.

La Chine est l'épicentre du SARS-Cov-2, découvert sur un marché de Wuhan à la fin de l'année 2019. Les autorités ont pris dans les mois qui ont suivi des mesures drastiques afin de freiner la propagation de la maladie. Afin d'asseoir la légitimité scientifique de ces décisions et de rassurer l'opinion quant à la capacité des pouvoirs publics à gérer la crise, des experts en santé ont été mis en avant dans l'espace médiatique. Dans ce chapitre, Xifei Wang se penche sur le cas du premier d'entre eux, Zhong Nanshan. Héros du SRAS en 2003, tombé depuis dans un relatif oubli, ce pneumologue âgé de 80 ans est placé par l'État chinois sur le devant de la scène médiatique dès les premières heures de la réaction officielle de la pandémie. Il a bénéficié d'un fort capital médiatique, accordé pour partie par l'État, qui en a fait sa caution scientifique et son porte-parole. En raison de ces missions, il est sollicité par les médias, ce qui concourt à lui conférer une notoriété et une légitimité auprès des publics, lui permettant de s'imposer comme un « expert médiatisé », au sens de Didier Tabuteau, en dehors du concours des autorités chinoises. Fort de cette image, Zhong Nanshan a été en mesure d'exprimer dans les médias une critique de l'action publique et de participer à la prise de décision politique. Ce cas interroge plus largement sur le rôle et le pouvoir des experts sollicités par les médias en Chine, alors que les citoyens s'avèrent de plus en plus sensibles aux enjeux de sûreté sanitaire.

Si les pays occidentaux ont payé un lourd tribut à la pandémie de Covid-19 entre 2020 et 2022, des informations éparses ont été reçues sur la manière dont d'autres

pays sur d'autres continents subissaient la crise sanitaire, en raison, comme en Chine, d'une rétention d'information de la part des autorités, ou en Afrique, par une difficulté pour les médias des pays concernés à être relayés en Europe. L'apport de Simon Ngonu sur le traitement médiatique de la pandémie au Cameroun livre des données particulièrement éclairantes. Bien que les chaînes télévisées aient largement couvert l'événement, le chercheur note des dérives éthiques et déontologiques relatives à un journalisme carencé, déstructuré et en quête de repères, qui n'ont pas été dépassées. Si, dans un temps relativement court, la crise a bousculé les *habitus* éditoriaux de la profession, elle a aussi permis d'appréhender la persistance des postures journalistiques recourant, par défaut, à la dimension sensationnelle du traitement des faits.

Au fil des éditions, les déficits de formation ont plutôt contribué à nourrir des chroniques caricaturales autour de la pandémie. Certains aspects du travail de Simon Ngonu aboutissent à la conclusion selon laquelle le traitement médiatique de la Covid-19 a montré ses limites, face à plusieurs défis. Rarement pratiqué à cause de la faiblesse de ses moyens financiers et du manque de formations appropriées, le « journalisme scientifique » constitue le ventre mou de la corporation au Cameroun. Cette carence a des incidences sur le traitement médiatique des questions de santé publique et de la crise pandémique. Du fait de sa vulnérabilité, ce journalisme s'embourbe dans ses liens organiques avec les acteurs politiques, témoignant de relations réciproques incestueuses.

Lors de cette pandémie mondiale, de nombreuses voix ont désiré se faire entendre, conduisant à s'interroger sur l'inflation du régime d'expertise et du nombre d'experts. Parallèlement, des processus de légitimation ou de délégitimation des figures d'expertise se sont construits au cours d'une séquence événementielle inhabituellement longue pour les médias. La crise de la pandémie, exceptionnelle dans son ampleur, a permis de mettre en lumière un certain nombre de désordres informationnels qui peuvent fragiliser le champ scientifique et nos démocraties.

Bibliographie

- Allard-Uver, F. (2023). Fake News. Publicationnaire, Dictionnaire encyclopédique et critique des publics [En ligne]. Disponible à l'adresse : <https://publicationnaire.huma-num.fr/notice/fake-news>.
- Bakouche, I. (2008). Devenir expert. *Genèses*, 1(70), 2–3.
- Berriche, M. (2021). En quête de sources. Preuves et mises à l'épreuve des internautes dans la controverse vaccinale sur Facebook. *Politiques de communication*, 1(16), 115–154.

- Caron-Bouchard, M. (2010). Les téléspectateurs en quête d'information santé : exploration des attentes des téléspectateurs à partir de deux études de terrain sur l'information santé dans les émissions de services. Dans *Médias et la santé : de l'émergence à l'appropriation des normes sociales*, Renaud, L. (dir.). Presse de l'Université du Québec, Québec, 343–361.
- Chevrel, S., Eveillard, A. (2021). Covid-19 : une crise sous l'emprise des réseaux sociaux. *Global Média Santé « Les Tribunes de la santé »*, 68(2), 95–103.
- Corroy, L. (dir.) (2022). *L'éducation aux médias en Europe, histoire, enjeux et perspectives*. L'Harmattan, Paris.
- Corroy, L., Ricaud, P. (2019). *Utopies et médias de masse*. ISTE Editions, Londres.
- Corroy, L., Jehel, S. (2020). Le numérique a-t-il enflammé les violences contre les défenseurs des droits humains ?. *Revue des Sciences de l'Information et de la Communication*, 18 [En ligne]. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/rfsic/8401>.
- Corroy, L., Larguier, C. (dir.) (2023). *Patients, aidants et soignants, dispositifs, enjeux et représentations*. ISTE Editions, Londres.
- Corroy, L., Larguier, C. (2024). Avant-propos. Dans *Expertes, experts en santé dans les médias, Entre légitimité et controverses*, Corroy, L., Larguier, C. (dir.). ISTE Editions, Londres.
- Coste, J., Bizouarn, P., Leplege, A. (2020). L'épistémologie troublée de la première vague de recherche sur la Covid-19. *Revue d'Épidémiologie et de santé clinique*, 68(5), 269–271.
- Déchaux, J.-H. (2010). Agir en situation : effets de disposition et effets de cadrage. *Revue française de sociologie*, 51(4), 720–746.
- Dévars, T. (2022). Médiatisations et polarisations dans la crise du Covid-19. Entretien avec François Allard-Huver. *Quaderni*, 106(2), 101–118.
- Gardere, E. (2021). De l'infodémie à l'infopandémie. L'OMS face aux (des)informations virales. *Les cahiers du numérique*, 17(3), 199–204.
- Jaubert, E., Dolbeau-Bandin, C. (2020). Infox et Coronavirus Covid-19 : une relative contagiosité. hal-02542132.
- Kahneman, D., Tversky, A. (1981). The Framing of Decisions and the Psychology of Choice. *Science*, 211(4481), 453–458.
- Kruger, J., Dunning, D. (1999). Unskilled and Unaware of It: How Difficulties in Recognizing One's Own Incompetence Lead to Inflated Self-Assessments. *Journal of Personality and Social Psychology*, 77(6), 1121–1134.

- Lucbert, S. (2019). Les pulsions destructrices du numérique, de la ligue du LOL à DAU, un nouveau régime de pouvoir. *Revue du Crieur*, 2(13), 112–129.
- Luyckx, M. (2002). Le rôle de l'expert : participer au réenchantement du monde. *Reflets et perspectives de la vie économique*, XLI(1), 89–99.
- Mérzeau, L. (2017). Les fake news, miroir grossissant de luttes d'influences. *La revue des médias* [En ligne]. Disponible à l'adresse : <https://larevuedesmedias.ina.fr/les-fakenews-miroir-grossissant-de-luttes-dinfluence>.
- Monnier, A. (2020). Covid-19 : de la pandémie à l'infodémie et la chasse aux fake news. *Recherches & éducations* [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/rechercheseducations/9898>.
- Organisation mondiale de la santé (2020). Gestion de l'infodémie de la COVID-19 : promouvoir les comportements sains et atténuer les méfaits de la mésinformation et de la désinformation [En ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.who.int/news/item/23-09-2020-managing-the-covid-19-infodemic-promoting-healthy-behaviours-and-mitgating-the-harm-from-misinformation-and-disinformation>.
- Péretz, F., Bonini-Vuillod, J., Givaud, M., Duracinsky, M., Chassany, O. (2021). Littérature médicale et COVID-19 : comment trois articles ont influencé les médias et la décision publique en France. *La Revue de médecine interne*, 42, 583–590.
- Quinton, F. (2020). La médiatisation tend aujourd'hui à céder un peu plus à la panique, entretien avec Hélène Romeyer. *La revue des médias* [En ligne]. Disponible à l'adresse : <https://larevuedesmedias.ina.fr/covid-19-coronavirus-la-mediatisation-tend-aujourd'hui-ceder-un-peu-plus-la-panique>.
- Rouban, L. (2022). Une crise politique. *Les raisons de la défiance*. Presses de Sciences Po, 13–45.
- Sellal, F., Hautecloque, G., Ahle, G. (2021). Les aléas de la vaccination contre la Covid-19 à la lumière des biais cognitifs. *Revue de neuropsychologie*, 13(2), 129–132.
- Smallman, S. (2015). Whom do you trust? Doubt and conspiracy theories in the 2009 influenza pandemic. *Journal of International and Global Studies*, 6(2), 1–24.
- Tarquinio, C., Auxemery, Y., Rydberg, J. (2021). La COVID-19 a fait des sciences médicales un esocae de croyance !. *European Journal of Trauma & Dissociation*, 5(2). doi.org/10.1016/j.ejtd.2021.100223.
- Viallon, P., Dolbeau-Bandin, C., Picot, J. (2021). L'infodémie entre information et désinformation. *Les Cahiers du numérique*, 3/4, 9–15.

Villain, N. (2020). Ultracréditarianisme, biais cognitifs et Covid-19. *Revue de Neuropsychologie*, 12(2), 216–217.

Vorms, M. (2015). La valeur probante du témoignage : perspectives épistémologique et juridique. *Cahiers philosophiques*, 3(142), 21–52.